



NATO SANS CLASSIFICATION

28 novembre 2025

DOCUMENT
PO(2025)0340-AS1

**RAPPORT DU COLLÈGE INTERNATIONAL
DES AUDITEURS EXTERNES DE L'OTAN (IBAN)
SUR L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS 2024
DE L'ÉTAT-MAJOR MILITAIRE INTERNATIONAL (EMI)**

NOTE SUR LA SUITE DONNÉE

Le 28 novembre 2025, au terme d'une procédure d'accord tacite, le Conseil a pris note de la décision du RPPB et du rapport de l'IBAN, et il a donné son accord pour que les états financiers 2024 de l'EMI, le rapport de l'IBAN et la décision du RPPB soient rendus publics.

(signé) Mark RUTTE
Secrétaire général

NB : La présente note fait partie du PO(2025)0340 et doit être placée en tête de ce document.



NATO SANS CLASSIFICATION

20 novembre 2025

DOCUMENT

PO(2025)0340

Procédure d'accord tacite :

28 nov 2025 15:30

À : Représentants permanents (Conseil)

De : Secrétaire général

**RAPPORT DU COLLÈGE INTERNATIONAL
DES AUDITEURS EXTERNES DE L'OTAN (IBAN)
SUR L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS 2024
DE L'ÉTAT-MAJOR MILITAIRE INTERNATIONAL (EMI)**

1. Vous trouverez en annexe la décision du Bureau de la planification et de la politique générale des ressources (RPPB) concernant le rapport de l'IBAN sur l'audit des états financiers 2024 de l'EMI, ainsi que la recommandation qu'il a formulée à l'intention du Conseil.

2. Je ne pense pas que ce dossier doive être examiné au Conseil. Par conséquent, **sauf avis contraire me parvenant d'ici au vendredi 28 novembre 2025 à 15h30**, je considérerai que le Conseil aura pris note de la décision du RPPB et du rapport de l'IBAN, et qu'il aura donné son accord pour que les états financiers 2024 de l'EMI, le rapport de l'IBAN correspondant et la décision du RPPB soient rendus publics.

(signé) Mark RUTTE

1 annexe
2 pièces jointes

Original : anglais

**BUREAU DE LA PLANIFICATION ET DE LA POLITIQUE GÉNÉRALE
DES RESSOURCES (RPPB)**

**RAPPORT DU COLLÈGE INTERNATIONAL
DES AUDITEURS EXTERNES DE L'OTAN (IBAN)
SUR L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS 2024
DE L'ÉTAT-MAJOR MILITAIRE INTERNATIONAL (EMI)**

DÉCISION

Référence : IBA-A(2025)0073

(Rapport de l'IBAN)

Le Bureau de la planification et de la politique générale des ressources :

1. ayant examiné le rapport de l'IBAN sur l'audit des états financiers 2024 de l'EMI et pris connaissance des commentaires de cette entité, constate que l'IBAN a émis une opinion sans réserve sur ces états financiers et sur la conformité pour l'exercice et qu'il a formulé une observation, laquelle n'a pas eu d'incidence sur l'opinion émise ;

souscrit à la recommandation formulée par l'IBAN comme suite à son observation et recommande au Conseil de donner son accord pour que les états financiers 2024 de l'EMI et le rapport de l'IBAN correspondant soient rendus publics.



International Board of Auditors for NATO
Collège international des auditeurs externes de l'OTAN

Brussels - Belgium



NATO SANS CLASSIFICATION

26 août 2025

IBA-A(2025)0073

À : Secrétaire général
(À l'attention du directeur du Cabinet)

Cc : Représentants permanents auprès de l'OTAN
Directeur général de l'État-major militaire international
Contrôleur des finances de l'État-major militaire international
Président du Bureau de la planification et de la politique générale des ressources
Chef de la Branche Gestion des ressources du Bureau OTAN des ressources
Bureau d'ordre du Cabinet

Objet : ***Rapport du Collège international des auditeurs externes de l'OTAN (IBAN) sur l'audit des états financiers de l'État-major militaire international (EMI) pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 – IBA-AR(2025)0011***

Monsieur le Secrétaire général,

Vous trouverez ci-joint le rapport approuvé par l'IBAN ainsi qu'une note succincte à l'intention du Conseil.

L'IBAN a émis une opinion sans réserve sur les états financiers 2024 de l'EMI ainsi que sur la conformité pour cet exercice.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'assurance de ma haute considération.

Sébastien Lepers
Président

Pièces jointes : voir ci-dessus.

NATO SANS CLASSIFICATION

-1-

**Note succincte
du Collège international des auditeurs externes de l'OTAN (IBAN)
à l'intention du Conseil sur l'audit des états financiers
de l'État-major militaire international (EMI)
pour l'exercice clos le 31 décembre 2024**

L'État-major militaire international (EMI) est la principale entité militaire du siège de l'OTAN. C'est l'organe exécutif du Comité militaire, qui est la plus haute instance militaire de l'OTAN. L'EMI a pour rôle de fournir au Comité militaire des avis militaires à caractère stratégique ainsi qu'un soutien administratif. Il est également chargé de veiller à ce que les politiques et décisions du Comité militaire soient dûment appliquées par les organismes OTAN concernés. Le budget de l'EMI couvre les programmes de travail du Secrétariat des C3 (consultation, commandement et contrôle) du siège de l'OTAN (NHQC3S) et du Bureau du directeur des systèmes d'information de l'OTAN (OCIO).

L'EMI présente aussi les états financiers des éléments suivants, qui ont leur propre budget :

- le Bureau OTAN de normalisation (NSO), bureau indépendant composé de personnel militaire et de personnel civil, placé sous la responsabilité d'un directeur et chargé de lancer, de coordonner, de soutenir et d'administrer les activités de normalisation menées sous l'autorité du Comité de normalisation ;
- le programme d'ouverture de l'EMI, qui couvre les activités de partenariat menées avec des pays d'Afrique du Nord (Dialogue méditerranéen), avec des pays du Moyen-Orient (Initiative de coopération d'Istanbul), avec l'Iraq, le Pakistan ou l'Union africaine (Autres coopérations militaires), ou encore avec la Corée ou le Japon (Partenaires de l'Indo-Pacifique).

Les états financiers de l'EMI, du NSO et du programme d'ouverture sont réunis en un tout qui fait l'objet du présent rapport.

Le montant total des charges (EMI, NSO et activités d'ouverture) pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 s'est établi à 74,1 millions d'euros (MEUR) (contre 52,9 MEUR pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, après rectification des états financiers).

L'IBAN a émis une opinion sans réserve sur les états financiers ainsi que sur la conformité pour cet exercice.

L'IBAN a formulé une observation, assortie d'une recommandation. Cette observation n'a pas eu d'incidence sur l'opinion émise. Elle porte sur le point suivant :

1. Dépenses et paiements anticipés relatifs aux projets UCR de l'OCIO – Inexactitudes liées à une absence de rapprochement avec les données comptables de la NCIA

L'IBAN a fait le point sur les suites données aux observations et recommandations formulées lors d'audits précédents, et il a constaté que toutes les questions avaient été traitées.

Le rapport d'audit a été transmis à l'EMI, dont les commentaires ont ensuite été intégrés dans le document ainsi que, le cas échéant, la position de l'IBAN à leur sujet.

Une lettre a été adressée à la direction de l'EMI. Elle contient des observations et des recommandations qui ne figurent pas dans le rapport d'audit et elle fait le point sur les suites données aux observations et aux recommandations formulées dans de précédentes lettres à la direction. En effet, l'IBAN estime que les questions soulevées relèvent de la responsabilité de celle-ci.

26 août 2025

COLLÈGE INTERNATIONAL DES AUDITEURS EXTERNES DE L'OTAN

**RAPPORT SUR L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS
DE L'ÉTAT-MAJOR MILITAIRE INTERNATIONAL
(EMI)
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2024**

PUBLICLY DISCLOSED - PDN(2025)0063 - MIS EN LECTURE PUBLIQUE

OPINION DE L'AUDITEUR EXTERNE À L'INTENTION DU CONSEIL DE L'ATLANTIQUE NORD***Audit des états financiers*****Opinion sur les états financiers**

Le Collège international des auditeurs externes de l'OTAN (IBAN) a audité les états financiers de l'État-major militaire international (EMI) portant sur la période de 12 mois ayant pris fin le 31 décembre 2024. Diffusés sous la cote IMSTAM(FC)-0008-2025 et soumis à l'IBAN le 31 mars 2025, ces états financiers se composent de l'état de la situation financière au 31 décembre 2024, de l'état de la performance financière, de l'état des variations de l'actif net/situation nette et du tableau des flux de trésorerie pour la période de 12 mois ayant pris fin le 31 décembre 2024, ainsi que d'un résumé des méthodes comptables importantes et d'autres notes explicatives. Ils contiennent en outre un rapport sur l'exécution du budget portant sur la même période de 12 mois.

L'opinion de l'IBAN est que les états financiers donnent une image fidèle et exacte de la situation financière de l'EMI au 31 décembre 2024 ainsi que de sa performance financière, de ses flux de trésorerie et de l'exécution du budget pour la période de 12 mois ayant pris fin à cette date, en application des dispositions comptables et des normes de compte rendu du cadre comptable OTAN.

Justification de l'opinion émise sur les états financiers

Le Règlement financier de l'OTAN prévoit que l'audit externe des entités OTAN présentant des états financiers et des organismes OTAN établis en vertu du Traité de l'Atlantique Nord est effectué par l'IBAN.

L'IBAN a effectué son audit en se fondant sur les principes définis par l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI), comme le prévoit sa charte, et sur des normes conformes aux normes internationales des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISSAI 2000-2899).

L'IBAN est indépendant, comme le prévoit le Code de déontologie de l'INTOSAI, et il s'est acquitté de ses responsabilités dans le respect des dispositions de ce code. Les responsabilités des membres de l'IBAN sont décrites de manière plus détaillée dans la section « Responsabilités de l'IBAN concernant l'audit des états financiers » et dans sa charte.

L'IBAN estime qu'il a obtenu par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion.

Responsabilité de la direction concernant les états financiers

La responsabilité de la direction concernant les états financiers est définie dans le Règlement financier de l'OTAN. Les états financiers de l'EMI sont établis en

application des dispositions comptables et des normes de compte rendu du cadre comptable OTAN tel qu'approuvé par le Conseil. Il incombe au contrôleur des finances de soumettre les états financiers à l'IBAN au plus tard le 31 mars qui suit la fin de l'exercice visé dans les états financiers.

Les états financiers sont signés par le chef de l'entité OTAN concernée et par le contrôleur des finances. En apposant leur signature sur ces documents, ceux-ci confirment que des mesures de gouvernance financière, des mécanismes de gestion des ressources, des contrôles internes et des systèmes d'information financière ont été mis en place et maintenus afin de garantir une utilisation efficace et efficiente des ressources.

Cette confirmation couvre l'élaboration, la mise en place et le maintien d'un ensemble de contrôles internes de nature à permettre l'établissement et la présentation d'états financiers qui soient auditables et exempts d'inexactitudes significatives, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur. Elle couvre aussi le compte rendu relatif à la capacité de l'entité à poursuivre son activité, la présentation, le cas échéant, des questions relatives à la continuité de l'activité, et l'application du principe comptable de continuité d'activité, à moins qu'il soit prévu de liquider l'entité ou de mettre un terme à son activité ou qu'il n'y ait pas moyen de faire autrement.

Responsabilités de l'IBAN concernant l'audit des états financiers

L'audit a pour objectif de permettre à l'IBAN d'obtenir une assurance raisonnable sur le point de savoir si les états financiers considérés dans leur ensemble sont exempts d'inexactitudes significatives, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur, et de formuler une opinion à leur sujet. L'assurance raisonnable correspond à un degré de certitude élevé, mais elle ne garantit pas qu'un audit effectué sur la base de normes conformes aux ISSAI permettra dans tous les cas de détecter les inexactitudes significatives. Les inexactitudes, qui peuvent résulter d'une fraude ou d'une erreur, sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que, considérées isolément ou collectivement, elles influent sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'audits effectués sur la base de normes conformes aux ISSAI, les auditeurs font appel à leur jugement professionnel et à leur esprit critique tout au long de la planification et de la réalisation du travail. Cela nécessite de tenir compte des particularités que présentent les entités du secteur public. L'IBAN s'attache aussi :

- à recenser et à évaluer les risques d'inexactitudes significatives dans les états financiers, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur, à concevoir et à mettre en œuvre des procédures d'audit sensibles à ces risques ainsi qu'à obtenir par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion ; le risque de non-détection d'une inexactitude significative relevant d'une fraude est plus élevé que le risque de non-détection d'une inexactitude significative relevant d'une erreur, car la

fraude peut résulter d'une collusion, d'une falsification, d'omissions intentionnelles, de fausses déclarations ou du contournement du contrôle interne ;

- à acquérir une connaissance du contrôle interne qui soit pertinente pour l'audit, le but étant d'élaborer des procédures d'audit qui soient adaptées à la situation considérée et non pas d'exprimer une opinion sur l'efficacité du système de contrôle interne de l'entité ;
- à déterminer si les méthodes comptables appliquées sont appropriées et si les estimations comptables et les informations connexes fournies par la direction sont raisonnables ;
- à se prononcer sur le caractère approprié ou non de l'utilisation du principe comptable de la continuité d'activité et à déterminer, à partir des éléments probants obtenus par l'audit, s'il existe une incertitude significative du fait d'événements ou de circonstances susceptibles de remettre fondamentalement en cause la capacité de l'entité à poursuivre son activité ; si l'IBAN juge qu'une telle incertitude existe, il est tenu d'appeler l'attention, dans son opinion, sur les informations correspondantes figurant dans les états financiers ou, si ces informations sont incomplètes, de formuler une opinion modifiée ; les conclusions de l'IBAN sont fondées sur les éléments probants en sa possession à la date d'établissement de son rapport d'audit ; il n'est toutefois pas exclu que l'entité soit amenée à cesser son activité en raison d'événements ou de circonstances futurs ;
- à évaluer la présentation générale, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies, et à déterminer si les états financiers rendent compte fidèlement des opérations et des événements qui en font l'objet.

L'IBAN est tenu de communiquer avec les organes chargés de la gouvernance, et notamment de les informer du périmètre et du calendrier de la mission d'audit qu'il prévoit d'effectuer, des principales conclusions de l'audit et des lacunes significatives qu'il aura éventuellement constatées dans le contrôle interne au cours de l'audit.

L'opinion que l'IBAN formule à l'intention du Conseil de l'Atlantique Nord doit aider ce dernier à s'acquitter de son rôle. C'est la raison pour laquelle l'IBAN est responsable de ses travaux et de son opinion devant le seul Conseil.

Audit de conformité

Opinion sur la conformité

Sur la base des procédures qu'il a appliquées, l'IBAN estime que rien, dans son audit des états financiers, ne lui donne à penser que les fonds n'ont pas été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec le Règlement financier de l'OTAN et le Règlement du personnel civil de l'OTAN.

Justification de l'opinion émise sur la conformité

L'IBAN a effectué l'audit de conformité en se fondant sur les principes définis par l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI), comme le prévoit sa charte, et sur des normes conformes aux normes internationales des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISSAI 4000-4899).

L'IBAN estime qu'il a obtenu par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion.

Responsabilité de la direction concernant la conformité

Tous les membres du personnel – civils et militaires – de l'OTAN sont tenus de respecter le Règlement financier de l'OTAN ainsi que les règles et procédures financières qui s'y rattachent et les directives d'application particulières, dont le Règlement du personnel civil de l'OTAN fait partie.

Le chef de l'entité OTAN présentant des états financiers est responsable et tenu comptable d'une saine gestion financière. Les organismes OTAN et les entités OTAN présentant des états financiers doivent administrer leurs finances en s'appuyant sur les principes suivants : adéquation, bonne gouvernance, obligation de rendre compte, transparence, gestion des risques et contrôle interne, audit interne, audit externe, prévention et détection des fraudes.

Responsabilité de l'IBAN concernant la conformité

Selon sa charte, en plus d'être chargé de fournir une assurance raisonnable quant à la question de savoir si les états financiers considérés dans leur ensemble sont exempts d'inexactitudes significatives, l'IBAN doit chaque année rendre au Conseil un avis indépendant lui assurant que les fonds ont été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées (adéquation) – et en conformité avec la réglementation en vigueur (régularité). Par « adéquation », on entend le respect des principes généraux régissant une gestion financière saine ainsi que la conduite des membres de l'administration. Par « régularité », on entend le respect de critères officiels tels que les règlements, règles et procédures applicables.

Il incombe ainsi à l'IBAN d'appliquer des procédures lui permettant d'obtenir en toute indépendance une assurance sur le point de savoir si les fonds ont été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec la réglementation en vigueur. De telles procédures prévoient notamment la prise en compte des risques de non-conformité significative.

Bruxelles, le 26 août 2025



Sébastien Lepers
Président

OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS

L'IBAN a formulé une observation, assortie d'une recommandation. Cette observation n'a pas eu d'incidence sur l'opinion émise au sujet des états financiers et de la conformité. Elle porte sur le point suivant :

1. Dépenses et paiements anticipés relatifs aux projets UCR de l'OCIO – Inexactitudes liées à une absence de rapprochement avec les données comptables de la NCIA

L'IBAN a fait le point sur les suites données aux observations et recommandations formulées lors d'audits précédents, et il a constaté que toutes les questions avaient été traitées.

Le rapport d'audit a été transmis à l'EMI, dont les commentaires ont ensuite été intégrés dans le document ainsi que, le cas échéant, la position de l'IBAN à leur sujet.

Une lettre a été adressée à la direction de l'EMI. Elle contient des observations et des recommandations qui ne figurent pas dans le rapport d'audit et elle fait le point sur les suites données aux observations et aux recommandations formulées dans de précédentes lettres à la direction. En effet, l'IBAN estime que les questions soulevées relèvent de la responsabilité de celle-ci.

1. DÉPENSES ET PAIEMENTS ANTICIPÉS RELATIFS AUX PROJETS UCR DE L'OCIO – INEXACTITUDES LIÉES À UNE ABSENCE DE RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES COMPTABLES DE LA NCIA

Contexte

1.1 Le cadre conceptuel du cadre comptable OTAN (NAF), qui est basé sur celui des IPSAS, indique que *« pour être utile, l'information doit donner une image fidèle des phénomènes économiques ou autres qu'elle est censée représenter. L'information financière donne une image fidèle quand elle dépeint un phénomène économique de façon complète, neutre et exempte d'erreurs significatives. »*

1.2 L'IPSAS 1, à laquelle se réfère le NAF, précise que *« les états financiers doivent présenter une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie d'une entité. La présentation d'une image fidèle nécessite une représentation sincère des effets des transactions, autres événements et conditions selon les définitions et les critères de comptabilisation des actifs, des passifs, des produits et des charges exposés dans les IPSAS. »*

1.3 Selon l'article 6 du Règlement financier de l'OTAN (NFR), il incombe au contrôleur des finances d'exécuter les activités de l'entité OTAN qui concernent l'établissement du budget, la comptabilité et le compte rendu. Ainsi, le contrôleur des

finances est notamment responsable du système de contrôle financier interne et de l'établissement des états financiers, qui doivent être conformes au NAF.

1.4 L'une des fonctions principales de tout système de contrôle interne est de garantir l'existence de procédures appropriées pour l'établissement, l'examen et la présentation des états financiers. En effet, l'existence d'une procédure d'examen appropriée conditionne la possibilité d'obtenir une assurance raisonnable sur le point de savoir si ceux-ci sont conformes au cadre de compte rendu financier applicable.

1.5 Aux termes de l'article 12.2 du NFR, « *afin qu'il soit satisfait aux critères souhaités de contrôle interne, le contrôleur des finances veille à [...] établir et tenir des registres comptables complets répertoriant tous les actifs et passifs* ». L'article 12.3 précise quant à lui que « *les activités de contrôle interne portent notamment sur [...] la constitution de pistes d'audit adéquates ainsi que le maintien de la confidentialité, de l'intégrité et de la disponibilité des données dans les systèmes d'information* ».

1.6 L'un des principaux mécanismes de contrôle interne relatifs à l'établissement des états financiers est la piste d'audit. De fait, il incombe à l'EMI, en vertu de l'article 12.3 du NFR, de constituer des pistes d'audit adéquates.

1.7 L'EMI réalise des opérations avec d'autres entités OTAN, ce qui donne lieu à l'enregistrement d'actifs et de passifs dans les états financiers des deux parties en fin d'exercice. Les soldes des comptes concernés doivent faire l'objet d'un rapprochement rigoureux visant à vérifier que les opérations comptabilisées de part et d'autre correspondent, de même que les dettes et créances enregistrées par l'EMI et ses contreparties.

1.8 En particulier, l'EMI a passé un contrat avec l'Agence OTAN d'information et de communication (NCIA) pour l'exécution de plusieurs projets de longue durée, moyennant remboursement des frais. Ces projets, lancés à la demande du Bureau du directeur des systèmes d'information (OCIO), ont été approuvés par les pays en tant que besoins urgents et critiques (UCR).

1.9 Pour alimenter le fonds de roulement de ces projets UCR, l'EMI a versé des avances à la NCIA (solde des paiements anticipés au 31 décembre 2024 : 12,4 MEUR). Les dépenses exposées par la NCIA pour l'exécution de chacun de ces projets sont comptabilisées par l'EMI sur la base des coûts d'exécution restants (coûts d'achèvement), et elles sont déduites des avances relatives au projet au fur et à mesure de sa progression.

1.10 Pour faciliter le rapprochement des coûts d'achèvement, les gestionnaires de projet de l'OCIO et de la NCIA se réunissent régulièrement pour examiner les progrès réalisés sur les plans opérationnel et budgétaire. Les résultats de cet examen font l'objet d'un rapport de situation trimestriel, cosigné par l'OCIO et la NCIA.

1.11 Les données financières fournies par la NCIA dans ces rapports trimestriels proviennent du système CTC (Cost-to-Complete), que l'Agence utilise dans le cadre

de son processus de comptabilité de projet et de constatation des produits en vue de l'établissement de ses états financiers. Ce système permet de consolider toutes les données financières se rapportant aux projets : dépenses cumulatives réelles exposées, engagements et coûts d'achèvement estimatifs.

1.12 À la NCIA, le processus de comptabilité de projet et de constatation des produits est automatisé. Il repose sur un mécanisme de vérification, de validation et de coordination systématiques qui fait intervenir les gestionnaires d'activité/de projet et les services financiers de la NCIA. La NCIA considère qu'il s'agit de la source d'information financière la plus fiable pour tous les projets qu'elle réalise.

1.13 L'EMI se fonde sur les données financières présentées dans les rapports trimestriels cosignés par l'OCIO et la NCIA pour comptabiliser les charges à payer, ajuster les paiements anticipés et déterminer les reports de crédits, en veillant à ce que, pour chaque projet, les montants concordent avec les dépenses réelles de la NCIA. La comptabilité de l'EMI reflète donc les dépenses réelles, et non pas les dépenses estimées. Selon la logique des opérations interentités, le solde des paiements anticipés de l'EMI doit correspondre aux coûts d'achèvement prévus par la NCIA ainsi qu'aux produits constatés d'avance par la NCIA dans ses états financiers.

Constatations

1.14 L'IBAN s'est fait confirmer directement par la NCIA et l'EMI les soldes interentités relatifs aux projets UCR de l'OCIO. Le but était de vérifier que les dépenses exposées par la NCIA et les produits constatés d'avance par celle-ci sur la base des coûts d'achèvement des projets correspondaient aux dépenses et aux paiements anticipés comptabilisés par l'EMI dans ses états financiers. Il s'agissait pour l'IBAN de s'assurer que les états financiers 2024 de l'EMI donnaient une image fidèle et exacte de la situation financière, de la performance financière et de l'exécution du budget des projets UCR.

1.15 Il ressort de ce rapprochement qu'au 31 décembre 2024, le solde cumulé des paiements anticipés comptabilisé par l'EMI pour plusieurs projets UCR de l'OCIO dépassait de 1,35 MEUR le montant cumulé des produits correspondants constatés d'avance par la NCIA. Cela signifie que les coûts d'achèvement figurant dans les rapports de situation cosignés par la NCIA et l'OCIO, sur lesquels l'EMI s'est fondé pour la comptabilisation des charges liées aux projets UCR, correspondaient à un stade d'exécution des projets moins avancé que celui que révélait la comptabilité générale de la NCIA.

1.16 Les principaux projets concernés sont les suivants, sachant qu'une différence positive signifie que les charges cumulées comptabilisées par l'EMI pour le projet concerné sont sous-évaluées par rapport aux montants constatés par la NCIA dans sa comptabilité de projet, et qu'une différence négative signifie l'inverse :

	MEUR
- UCR Asset, Configuration, Patch, Vulnerability management (ACPV) Service Implementation :	+ 2
- UCR Enterprise Risk Status Assessment :	- 0,15
- UCR Enterprise Cyber Security Improvement :	- 0,55

1.17 Après avoir effectué un examen plus approfondi, l'IBAN a déterminé que ces différences étaient dues à des erreurs (de dates ou de chiffres) dans l'information financière fournie par la NCIA à l'OCIO et utilisée par l'EMI pour l'établissement de ses états financiers. Ainsi, dans le cas du projet ACPV, les charges comptabilisées en fin d'exercice par l'EMI ont été sous-évaluées parce que les données communiquées à l'EMI étaient obsolètes, tandis que, dans le cas des deux autres projets, les charges ont été surévaluées parce que des engagements non exécutés ont été pris en compte.

1.18 L'EMI s'est certes fié, pour la comptabilité relative aux projets UCR de l'OCIO, aux rapports de situation officiels cosignés par l'OCIO et la NCIA. Il n'en reste pas moins qu'en raison des erreurs contenues dans les données financières fournies par la NCIA, les états financiers et le rapport sur l'exécution du budget de l'EMI ne donnent pas une image fidèle et exacte du niveau des dépenses et du degré d'achèvement des projets en fin d'exercice.

1.19 L'IBAN recommande à l'EMI, en prévision de l'établissement de ses états financiers, de mettre en place, en concertation avec la NCIA, une procédure de confirmation directe concernant les projets UCR de l'OCIO, l'objectif étant de vérifier que les coûts d'achèvement des projets pris en compte par l'EMI concordent avec ceux de la NCIA. La mise en place d'une telle procédure permettra d'accroître le degré d'exactitude et la fiabilité des éléments constatés par l'EMI dans ses états financiers (charges, paiements anticipés et reports de crédits).

SUITES DONNÉES AUX OBSERVATIONS ANTÉRIEURES

L'IBAN a fait le point sur les suites données aux observations et recommandations formulées lors d'audits précédents. On trouvera dans le tableau ci-après un récapitulatif de ces observations et recommandations et des mesures prises par l'entité (pour autant qu'elles aient été examinées par l'IBAN), ainsi que l'état de la question.

Une question est considérée comme étant « à traiter » lorsqu'aucun progrès notable n'a encore été réalisé en vue de son règlement. Une question est considérée comme étant « en cours de traitement » lorsque l'entité a commencé à mettre en œuvre la recommandation correspondante ou lorsque certains éléments de la recommandation (mais pas tous) ont été suivis d'effets. Une question est considérée comme étant « traitée » lorsque la recommandation correspondante a été mise en œuvre ou qu'elle a été rendue ou est devenue caduque. Lorsque la recommandation se subdivise en plusieurs éléments, l'état de la question est indiqué pour chacun d'eux dans la colonne « Mesures prises ».

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES PAR L'ENTITÉ	ÉTAT DE LA QUESTION
1) Exercice 2023 IBA-AR(2024)0015, paragraphe 1 NÉCESSITÉ DE RENFORCER LES MÉCANISMES DE CONTRÔLE INTERNE RELATIFS À L'ÉTABLISSEMENT DES ÉTATS FINANCIERS Recommandation de l'IBAN L'IBAN recommande à l'EMI de renforcer les mécanismes de contrôle interne relatifs à l'établissement des états financiers afin qu'une assurance raisonnable puisse être obtenue quant à la conformité de ceux-ci avec le cadre comptable OTAN et le Règlement financier de l'OTAN.	L'IBAN n'a pas relevé d'inexactitude significative dans les états financiers 2024 de l'EMI.	Question traitée
2) Exercice 2023 IBA-AR(2024)0015, paragraphe 2 SURÉVALUATION DES PRODUITS ET DES CHARGES RELATIFS À L'EXÉCUTION DU BUDGET DU PROGRAMME D'OUVERTURE DE L'EMI, ET NÉCESSITÉ DE VEILLER AU RESPECT DES DISPOSITIONS DU NFR RELATIVES AUX TRANSFERTS INTERBUDGÉTAIRES Recommandation de l'IBAN L'IBAN recommande à l'EMI : a) de ne comptabiliser dans l'état de la performance financière (en charges ou en produits) que la partie du budget du programme d'ouverture qu'il a réellement exécutée. L'EMI devrait exclure la partie de ce budget qui est transférée au NDC et exécutée par ce dernier, et éviter les doublons dans les produits et les charges comptabilisés dans les états financiers des différentes entités du groupe de budgets de l'EMI ; b) d'indiquer clairement, dans le rapport sur l'exécution du budget, la part des crédits du budget du programme d'ouverture qui lui est allouée, et les parts qui sont allouées au CSO et au NDC, en montrant le résultat des transferts interbudgétaires et en procédant au	a), b), c) Au lieu de suivre les recommandations initiales de l'IBAN, à savoir appliquer les dispositions relatives aux transferts interbudgétaires qui sont définies à l'article 26 du NFR, l'EMI a opté pour une autre solution, également conforme au NFR : à compter de 2024, attribuer au NDC les crédits du programme d'ouverture qui lui reviennent en passant avec lui un contrat de service. Ainsi, en 2024, l'EMI a adressé, en appliquant les dérogations nécessaires, des bons de commande au NDC pour l'exécution de diverses	Question traitée

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES PAR L'ENTITÉ	ÉTAT DE LA QUESTION
rapprochement des charges comptabilisées dans l'état de la performance financière et des informations présentées dans le rapport sur l'exécution du budget pour ce qui concerne le programme d'ouverture ; c) de veiller à se conformer aux dispositions de l'article 26 du NFR et des FRP relatives aux transferts interbudgétaires, si nécessaire en demandant officiellement aux organes de gouvernance l'autorisation de procéder à un tel transfert en cas de dépassement des plafonds et de la limite de délégation de pouvoirs prévus dans les règles applicables ; d) d'harmoniser, en concertation avec les autres entités du groupe de budgets de l'EMI présentant des états financiers, les informations présentées dans les états financiers ou mentionnées dans les notes qui y sont jointes s'agissant de l'exécution du budget du programme d'ouverture.	prestations inscrites dans le programme d'ouverture et a ainsi contribué aux objectifs de l'OTAN en matière de coopération partenariale. Sous-question traitée. d) L'EMI a comptabilisé dans ses états financiers les charges et les produits associés à ce nouveau contrat de service. Il s'est également concerté avec le NDC en ce qui concerne la présentation des informations relatives à l'exécution du budget du programme d'ouverture. Sous-question traitée.	
3) Exercice 2023 IBA-AR(2024)0015, paragraphe 3 INEXACTITUDES LIÉES À LA CONSTATATION D'ÉLÉMENTS FINANCIERS ET OPÉRATIONNELS DANS L'ÉTAT DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE Recommandation de l'IBAN L'IBAN recommande à l'EMI : a) d'enregistrer les produits et les charges liés aux éléments financiers, ainsi que les recettes diverses et les reprises de charges, sous les rubriques « Produits » ou « Charges » de l'état de la performance financière, conformément au cadre comptable OTAN (IPSAS 1 et IPSAS 3) ;	a) Dans ses états financiers de 2024, l'EMI a comptabilisé les produits et les charges liés aux éléments financiers, ainsi que les recettes diverses et les reprises de charges, sous les rubriques « Produits » ou	Question traitée

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES PAR L'ENTITÉ	ÉTAT DE LA QUESTION
b) de se conformer aux dispositions de l'article 31.2 du NFR s'agissant de consigner, dans les états financiers annuels, les revenus de ses placements à court terme.	« Charges » de son état de la performance financière. La question du traitement comptable à réserver aux recettes diverses et aux produits et charges liés aux éléments financiers sera réexaminée par l'IBAN sur la base des précisions qui auront été apportées dans le NAF sur ce sujet, en particulier en ce qui concerne la répartition des excédents ou déficits liés à des fonds extrabudgétaires. Sous-question traitée. b) Dans la note 9 de ses états financiers 2024, l'EMI a fourni des informations sur les intérêts perçus sur ses placements à court terme, ainsi que les chiffres se rapportant à l'exercice précédent, pour comparaison. Sous-question traitée.	

COMMENTAIRES OFFICIELS DE L'ÉTAT-MAJOR MILITAIRE INTERNATIONAL (EMI) SUR LE RAPPORT D'AUDIT ET POSITION DU COLLÈGE INTERNATIONAL DES AUDITEURS EXTERNES DE L'OTAN (IBAN)**OBSERVATION N° 1****DÉPENSES ET PAIEMENTS ANTICIPÉS RELATIFS AUX PROJETS UCR DE L'OCIO – INEXACTITUDES LIÉES À UNE ABSENCE DE RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES COMPTABLES DE LA NCIA****Commentaires officiels de l'EMI**

L'EMI ne souscrit pas à cette recommandation.

S'agissant de la notion d'« image fidèle » (mentionnée au paragraphe 1.2 du rapport), le cadre conceptuel du cadre comptable OTAN (fondé sur celui des IPSAS) indique également ce qui suit :

« En pratique, il ne sera peut-être pas possible de déterminer si l'information représentée dans les rapports financiers à usage général est complète, neutre et exempte d'erreurs significatives. Toutefois, l'information doit être aussi complète, neutre et exempte d'erreurs significatives que possible. »

L'EMI attache une grande importance à l'exactitude de ses états financiers. Il a mis en place un système fiable de contrôle interne pour l'établissement de ses états financiers, qui prévoit notamment la constitution de pistes d'audit adéquates, conformément à l'article 12.3 du NFR. Il continuera d'examiner minutieusement les documents de référence qui lui sont fournis et il signalera les éventuelles incohérences pour faire en sorte que l'information financière donne une image fidèle et qu'elle soit aussi complète, neutre et exempte d'erreurs que possible.

Parce qu'elle est financée par ses clients pour exécuter leurs projets, la NCIA doit avoir des égards particuliers pour ses clients. Elle se doit de leur fournir des données financières fiables et exactes. L'EMI s'appuie, de bonne foi, sur les données qui lui sont communiquées par ses fournisseurs, dont la NCIA, et part du principe que ces données sont correctes, sauf s'il en est manifestement autrement.

L'observation de l'IBAN met en évidence des failles dans le système de contrôle interne de la NCIA ainsi que dans le processus de compte rendu relatif aux projets. Ce problème a une incidence directe sur les autres entités OTAN qui s'appuient sur l'information financière fournie par la NCIA, comme le montrent les états financiers de l'EMI.

En principe, l'EMI doit pouvoir se fier, pour établir ses états financiers, aux informations qu'il reçoit à l'issue du processus décrit au paragraphe 1.12. Si, avant de communiquer des chiffres à l'EMI, la NCIA n'effectue pas de

rapprochement entre les rapports relatifs aux projets et les données du système CTC, l'EMI ne peut pas le savoir. Celui-ci ne peut pas se fonder sur autre chose que les chiffres que lui communique la NCIA au sujet des dépenses réelles afférentes au projet.

Par conséquent, l'EMI considère qu'il incombe à la NCIA, en tant que partie responsable, d'examiner ses mécanismes de contrôle interne et de s'assurer qu'elle fournit des informations exactes, fiables et exemptes d'erreurs.

Compte tenu de ce qui précède et au vu des conclusions de l'IBAN, l'EMI estime qu'il serait plus efficace de procéder comme suit : étant donné qu'il existe un « mécanisme de vérification, de validation et de coordination systématiques qui fait intervenir les gestionnaires d'activité/de projet et les services financiers de la NCIA », les services en question pourraient certifier en fin d'exercice que les informations contenues dans les rapports de situation relatifs aux projets sont exactes et concordent avec les données du système CTC. Ce processus, qui répartirait équitablement la charge entre toutes les parties concernées, donnerait aux clients la certitude de disposer d'informations exactes et fiables.

L'EMI ne conteste pas les incohérences que les travaux de l'IBAN ont mis en évidence entre ses états financiers et la comptabilité de la NCIA, mais il estime que c'est à la NCIA de faire le nécessaire.

Position de l'IBAN

L'IBAN prend note des commentaires officiels de l'EMI. Puisque c'est l'EMI qui est responsable de l'établissement de ses états financiers, l'IBAN maintient ses observations et sa recommandation, à savoir que l'EMI mette en place, en concertation avec la NCIA, une procédure de confirmation directe concernant les projets UCR de l'OCIO, afin de s'assurer que ses états financiers sont exempts d'inexactitudes.

GLOSSAIRE

En application de la norme internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISSAI) 2705, les opinions émises au sujet des états financiers et au sujet de la conformité peuvent être des opinions sans réserve, des opinions avec réserve, des déclarations d'abstention ou des opinions défavorables.

- L'IBAN émet une opinion sans réserve (*unqualified opinion*) lorsqu'il estime que les états financiers et le rapport sur l'exécution du budget sont exacts et que rien ne lui donne à penser que les fonds n'ont pas été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec la réglementation en vigueur.
- L'IBAN émet une opinion avec réserve (*qualified opinion*) lorsque, d'une manière générale, il est satisfait de la présentation des états financiers mais que, pour certains éléments clés, il constate que les états n'ont pas été correctement établis ou que l'ampleur de l'audit a été limitée, ou lorsque des problèmes particuliers lui donnent à penser que les fonds n'ont pas été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec la réglementation en vigueur.
- L'IBAN se déclare dans l'impossibilité d'exprimer une opinion (*disclaimer of opinion*) lorsque l'ampleur de l'audit est extrêmement limitée – au point qu'il n'est pas en mesure d'exprimer une opinion – ou lorsque d'importantes incertitudes entourent les états financiers ou l'emploi des fonds.
- L'IBAN émet une opinion défavorable (*adverse opinion*) lorsqu'une erreur ou une anomalie présente dans les états financiers a des conséquences si étendues et si importantes que, selon lui, une réserve n'est pas suffisante pour faire apparaître le caractère trompeur ou incomplet des états financiers.

En application des normes d'audit, trois types de paragraphe peuvent figurer dans le rapport d'audit :

- Questions clés de l'audit (ISSAI 2701) – Paragraphe qui concerne des questions qui, selon le jugement professionnel de l'IBAN, sont les plus importantes parmi celles qui ressortent de l'audit des états financiers de la période considérée. Les questions clés de l'audit sont portées à l'attention du Conseil.
- Observation particulière (ISSAI 2706) – Paragraphe que l'IBAN ajoute dans la section « Opinion » du rapport d'audit afin d'appeler l'attention sur un élément présenté dans les états financiers dont l'importance est telle, selon lui, qu'il est indispensable à l'utilisateur pour sa compréhension de ces documents.
- Autre observation (ISSAI 2706) – Paragraphe que l'IBAN ajoute dans la section « Opinion » du rapport d'audit pour fournir des informations sur un élément autre que ceux présentés dans les états financiers qui, selon lui, est important pour la compréhension, par l'utilisateur, de l'audit, des responsabilités de l'auditeur ou du rapport d'audit.

NATO UNCLASSIFIED



International Military Staff
Etat-Major Militaire International

Brussels - Belgium



31 March 2025

IMSTAM(FC)-0008-2025

CHAIR, INTERNATIONAL BOARD OF AUDITORS FOR NATO (IBAN)

INTERNATIONAL MILITARY STAFF (IMS) FINANCIAL STATEMENTS 2024

1. Please find attached the 2024 International Military Staff (IMS) Financial Statements, issued in accordance with NATO Financial Regulation (NFR) Article 35.1.
2. I can confirm that, in accordance with NFR Financial Rules and Procedures (FRP) XXXV (4), the IMS can agree to public disclosure of these Financial Statements.
3. Notwithstanding the above, as stated in C-M(2012)0041, public disclosure of IBAN Audit Reports is a matter for Council decision, based upon the recommendation of the RPPB. Decisions are informed by the NATO policy on public disclosure of documents (C-M(2008)0116).
4. The IBAN Audit Report covering these Financial Statements has not been issued, but should be presented to Council no later than 31 August 2025 (NFR 15.2). As such, the IMS is not yet in a position to anticipate any potential representations that may be made to the RPPB, regarding the Audit Report.
5. The IMS therefore reserves its position on public disclosure of the eventual IBAN Audit Report.

Mike Horgan
GBR CV
Financial Controller
International Military Staff &
Science and Technology Organisation

Enclosure:

1. IMS-FC 20250331 - IMS Financial Statements FY 2024, 31 Mar 25

Copy to: IMS-EXCO, MA DGIMS, DIRECTOR NDS, DIRECTOR CS, DIRECTOR NSO,
IMS-FC, IMS-RECORDS

NATO UNCLASSIFIED



Originating Office: FC

Action Officer: Mrs Vivien KAYE, Finance & Accounting Officer, (2607)

Taxonomy: Organisation and Management Support (ORG) - ORG - Finance and Accounting

INTERNATIONAL MILITARY STAFF (IMS) FINANCIAL STATEMENTS 2024



PUBLICLY DISCLOSED - PDN(2025)0063 - MIS EN LECTURE PUBLIQUE



Table of Contents

Introduction 3

Statement of Internal Control 5

IMS Statement of Financial Position as at 31 December 2024 8

IMS Statement of Financial Performance for the year ended 31 December 2024 9

IMS Cash Flow Statement for the year ended 31 December 2024 10

IMS Statement of Changes in Net Assets for the year ended 31 December 2024..... 11

IMS Notes for the year ended 31 December 2024 12

1 Significant accounting policies 12

2 Cash and cash equivalents 18

3 Receivables..... 18

4 Prepayments 18

5 Property, plant and equipment 19

6 Intangible assets 19

7 Payables 20

8 Deferred revenue 20

9 Revenue..... 21

10 Personnel expenses..... 21

11 Contractual supplies and services..... 23

12 Related parties 23

13 Representation allowance 23

14 Contingent Liabilities 24

15 Morale and Welfare Activities 24

16 Events after reporting date 24

ANNEX A IMS Budget Execution Statement for the year ended 31 December 2024 ...A-1

PUBLICLY DISCLOSED - PDN(2025)0063 - MIS EN LECTURE PUBLIQUE

Introduction

The International Military Staff (IMS) Financial Statements comprise three budgets covering the activities of the IMS, including Office of Chief Information Officer (OCIO) and NATO Digital Staff (NDS), NATO Standardization Office (NSO) and IMS Outreach.

The IMS provides strategic military advice and staff support to NATO's Military Committee, which advises the North Atlantic Council on military aspects of policy, operations and transformation within the Alliance. The IMS is responsible for preparing assessments and analysis on NATO military issues, identifying areas of strategic and operational interest, and proposing courses of action. It also ensures that the appropriate NATO military bodies implement NATO decisions and policies on military matters. The outputs of the IMS are mostly determined by NATO's political agenda and include:

- Intelligence: Strategic analysis of all-source defence intelligence on Alliance security policy and strategy, crisis management and operations;
- Policy and Capabilities: Development of strategic military policy;
- Operations and Planning: The focal point for military issues including those related to ongoing and unfolding military operations;
- Logistics and Resources: The management of logistics, medical, armaments, research and technology, personnel, infrastructure and financial resources;
- Cooperative Security: Sustaining relationships and nurturing a robust partnership and relationships network amongst current and prospective partners;
- NATO Digital Staff: Orchestration of the Digital Transformation Implementation Strategy Lines of Efforts, horizon scanning activities, including the evaluation of emerging and disruptive technologies, limited to the Information and Communications Technology area.
- Joint Air Power and Space Staff Element- analysis and advice of all Joint Air Power and Space related issues concerning Concepts, Plans, Policies as well as support to the development of the future capabilities.

In delivering these outputs, the Director General of the IMS (DGIMS) is also assisted by a number of supporting offices, including those of the Executive Coordinator, Legal Advisor, Public Affairs Advisor and Financial Controller.

The ongoing war in Ukraine energised the Alliance's ongoing efforts to reinforce its collective deterrence and defence. Thanks to the extensive preparations undertaken by various IMS divisions and the Bi-Strategic Commands, in 2024 NATO was further adapting to ensure it can deter and defend against a broad and evolving range of threats, including hybrid.

At the Washington Summit, Allies agreed a robust package of support for Ukraine for the long haul and IMS divisions are vital in the delivery of key elements. First, the establishment of NATO Security Assistance and Training for Ukraine, which is taking over the coordination and provision of most international security assistance to Ukraine. Second, the establishment of the NATO-Ukraine Joint Analysis, Training and Education Centre which seeks to jointly

identify and apply lessons from Russia's war in Ukraine. At the Summit, Allies also committed to a financial pledge to provide a minimum baseline of 40 billion EUR in military assistance for Ukraine, with plans to review this amount at future summits.

NATO Allies are stepping up cooperation with Indo-Pacific partners and also doing more to engage with partners in the Southern Neighborhood. The Chair of the NATO Military Committee and DGIMS conducted several country visits supporting this line of effort and the IMS Cooperative Security Division prepared numerous events to bolster partnerships, including military staff talks and biannual meetings with partners.

The OCIO continued to contribute to the deterrence and defence strategic outcome, with a strong focus on the NATO Enterprise. 2024 marked the third year of implementation of the NATO Enterprise Cyber Adaptation Roadmap across twelve strategic areas. This coordinated management tool provides the work strands, objectives, and a multi-year horizon for implementation, which also facilitates resource and capability planning for Enterprise stakeholders.

The additional funding following the Madrid Summit provided the opportunity for the OCIO to conduct a wide review of existing policies, as well as the development of new ones, with a focus on optimally configuring NATO in a way that assures its fitness to address contemporary security challenges. In connection with this, a number of core work strands were initiated that affected all parts of the IMS during last year and will also endure, with significant priority accorded to digital transformation, advance planning, command and control, and enablement.

The NSO continued to initiate, co-ordinate, support and administer standardisation activities as agreed by Allies and reconfirmed again by Heads of State and Government at the Washington Summit, stating that they shall "reinforce our commitment to NATO standards" and are "accelerating implementation of NATO standards". In 2024 the NSO commenced a multi-year, multi-phased modernisation project, "NATOTerm 2.0", aiming to provide online and user-friendly collaboration tools for terminology management; it will further enhance maintenance of a robust terminology programme that provides another cornerstone for Alliance interoperability.

The 2024 IMS Outreach Programme continued to support sustained relationships and nurture a robust network amongst current and prospective partners. In 2024 the programme supported 86 Partnership Cooperation Menu events whereby 396 participants were subsidized (compared to 76 events and 357 partner participants in 2023).

Overall, throughout 2024, the IMS continued to provide unconditional support to the NATO Military Committee, International Staff divisions and to joint work strands across all domains – demonstrating its continued drive to contribute to the Alliance's overall objectives, its three core tasks and its strengthened deterrence and defence posture.



Janusz Adamczak
Lieutenant General, Polish Army
Director General
International Military Staff



Mike Horgan
GBRCV - Financial Controller
International Military Staff

Statement of Internal Control

for the year ended 31 December 2024

1. Scope of responsibility

The Director General, International Military Staff (DGIMS), exercises overall responsibility for the internal control system, in accordance with the NATO Financial Regulations (NFRs). NFRs also state that the Financial Controller is responsible for the organisation and administration of the internal control system, which includes a responsibility to DGIMS for financial risk management standards according to Financial Rules and Practices (FRPs) as well as establishing a system of internal financial and budgetary control.

Oversight is provided by the Military Committee, supported by various subcommittees, who routinely scrutinize senior management reports on strategic operational matters.

2. The purpose of the system of internal control

The internal control system is based on an iterative process designed to identify the principal risks to the achievement of objectives, and to evaluate the nature and extent of those risks and to manage them effectively. Internal control and risk management can only provide a reasonable assurance, therefore the effectiveness of the system is designed to manage and minimize rather than eliminate risk.

3. The risk and control frameworks

The IMS has adopted the internationally recognized COSO² Internal Control Framework as a baseline. The framework is based on five fundamental components which are divided into seventeen guiding principles. All principles apply to the IMS's operations, reporting, and compliance objectives.

As per the IMS Risk Management Policy and in accordance with NFRs, DGIMS has appointed a risk management coordinator. The IMS Risk Management Board (RMB) prepares documentation for risk decision-making at the Executive Management Board (EMB) while ensuring that risk management is conducted thoroughly and consistently across all IMS divisions. Fraud risk is on the IMS risk register and is considered at the RMB.

The Audit Advisory Panel (AAP) makes periodic assessments on the standard of Internal Audit, as well as providing input to and endorsement of internal audit planning. The board reviews the findings and recommendations of Internal Audit and the International Board of Auditors for NATO, and reviews management responses and follow-up actions. The AAP provides DGIMS with an annual report which includes an assessment on the effectiveness of risk management, internal control, and external financial reporting, along with advice and recommendations for DGIMS.

² Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission

In the financial domain, the IMS Financial System (FinS) has built-in approval workflows and controls, together with audit trails. The controls are designed so that transactions are recorded consistently, accurately and in accordance with applicable rules and regulations.

The cultural and ethical values of the overall control environment are established by senior management. The promotion of ethical values includes the promulgation of the NATO-wide Code of Conduct and mandatory onboarding training in this domain. Communication of important information concerning internal controls is disseminated to staff by means of formal IMS staff memoranda, notices on SharePoint and the informal IMS Bulletin.

4. Capacity to manage risks and establish effective internal controls

The RMB provides strategic oversight to both the risk register and the risk management process. The findings and principal risks from the RMB are reported to the EMB. The RMB is chaired by Deputy EXCO and includes participation from all IMS divisions and independent offices. Within each division, a risk manager oversees the divisional risks, facilitates risk workshops, proposes new risks and attends the RMB. Risk management training is also provided on an annual basis where needed.

The Risk Register is reviewed by the RMB periodically. This review includes the assessment and validation of existing and new risks, and mitigating actions.

On financial matters, financial requirements comprising the yearly budget proposals are screened and reviewed by the nations. In addition, interim Budgetary Execution Reports are presented to, and reviewed by, the Budget Committee twice per year. Disclosures of senior management related party transactions are registered annually.

5. Review of the adequacy and effectiveness of the system of internal control

An evaluation of the adequacy and effectiveness of the IMS internal control system for Financial Year (FY) 2024 was assessed by means of a pilot internal control survey targeted at all levels of management within the IMS hierarchy.

The IMS is also subject to annual external financial audit from IBAN. Recommendations and observations arising from both internal and external audits are assessed by the AAP and reported to DGIMS. External audits include examinations of internal controls and compliance with applicable rules and regulations.

The results are assessed by IMS senior management, who initiate any appropriate actions.

6. Outcome of the review of adequacy and effectiveness of the system of internal control

During FY 2024, the IMS concluded the pilot internal control self-assessment survey. The following areas were identified for potential further analysis:

- In the *Control Environment* regarding 'demonstrating commitment to competence and enforcing accountability';
- the *Risk Assessment* component was generally considered to be quite poor and in

NATO UNCLASSIFIED

- need of improvement;
- in the *Information and Communication* component, it was highlighted that the IMS does not have a facility to anonymously report issues; and
- in the *Monitoring Activities* component, it was perceived that there are insufficient managerial checks.

In response to these findings the IMS senior management prioritized making improvements to risk management in general, and to perform a review of governance structures and policies, including IMS Standard Operating Procedures. With regards to the absence of an anonymous reporting mechanism, the Internal Control Officer will attend the NATO Anti-Fraud Community of Interest where whistleblowing reporting across NATO entities is being developed. Noting that this survey was a pilot with some lessons identified, it was recommended that it be repeated in FY 2025 in order to collect more specific data on the remaining observations, particularly those in the *Control Environment*.

7. Annual confirmation by the Head of NATO Body and the Financial Controller

We confirm that an effective internal control system is maintained and operated by the IMS in financial year 2024 and up to the date of these financial statements. We confirm that the internal control system provides reasonable assurance of the achievement of the following objectives: effectiveness and efficiency operations; reliability of financial information; compliance with applicable rules and regulations; and with regard to safeguarding of assets.



Janusz Adamczak
Lieutenant General, Polish Army
Director General
International Military Staff



Mike Horgan
GBRCV - Financial Controller
International Military Staff

NATO UNCLASSIFIED

IMS
Statement of Financial Position
as at 31 December 2024
(in EUR)

		<u>2024</u>	<u>2023</u>
Assets			
Current Assets	Notes		
Cash and cash equivalents	2	52,720,517	80,208,957
Receivables	3	2,901,986	171,705
Prepayments	4	12,715,271	1,072,706
		<u>68,337,773</u>	<u>81,453,368</u>
Non-current Assets			
Property, plant and equipment	5	72,519	111,998
Intangible assets	6	-	-
		<u>72,519</u>	<u>111,998</u>
Total Assets		<u>68,410,292</u>	<u>81,565,367</u>
Liabilities			
Current Liabilities			
Payables	7	24,722,205	35,404,217
Deferred revenue	8	43,615,569	46,049,151
		<u>68,337,774</u>	<u>81,453,368</u>
Non-current Liabilities			
Deferred revenue	8	72,519	111,998
Total Liabilities		<u>68,410,292</u>	<u>81,565,367</u>



Janusz Adamczak
Lieutenant General, Polish Army
Director General
International Military Staff



Mike Horgan
GBRCV - Financial Controller
International Military Staff

The notes on pages 12 to 24 form an integral part of these financial statements.

The financial statements were issued to the International Board of Auditors for NATO on 31 March 2024.

IMS
Statement of Financial Performance
for the year ended 31 December 2024
(in EUR)

		<u>2024</u>	<u>2023 restated</u>
	Notes		
Revenue			
Revenue	9	73,653,558	52,026,857
Financial revenue	9	317,685	831,801
Other revenue	9	119,136	22,544
Total Revenue		<u>74,090,380</u>	<u>52,881,202</u>
 Expenses			
Personnel	10	13,764,042	13,047,515
Contractual supplies and services	11	60,275,526	39,783,186
Depreciation and amortization	5,6	39,480	40,920
Finance costs	9	11,331	9,581
 Total Expenses		<u>74,090,380</u>	<u>52,881,202</u>
 Surplus/(Deficit) for the period		<u>-</u>	<u>-</u>

IMS
Cash Flow Statement
for the year ended 31 December 2024
(in EUR)

		<u>2024</u>	<u>2023</u>
Cash Flows from operating activities	Notes		
Surplus/(Deficit) for the period		-	-
Non-cash movements			
Depreciation and amortization	5,6	39,480	40,920
(Decrease)/Increase in payables		(9,896,842)	21,753,815
(Decrease)/Increase in other current liabilities		(2,433,582)	23,247,462
(Increase)/Decrease in receivables		(730,281)	(154,732)
(Increase)/Decrease in other current assets		(12,427,735)	(190,623)
(Decrease)/Increase in long-term provisions		(39,480)	11,743
Net cash flows from operating activities		<u>(25,488,440)</u>	<u>44,708,585</u>
Cash flows from investing activities			
Purchase of property, plant and equipment	5	-	(52,662)
Net cash flows from investing activities		<u>-</u>	<u>(52,662)</u>
Cash flows from financing activities			
Cash out from IMS BG transfer	2	(3,000,000)	(3,200,000)
Cash in from IMS BG transfer		1,000,000	3,200,000
Net cash flows from financing activities		<u>(2,000,000)</u>	<u>-</u>
Net increase/(decrease) in cash and cash equivalents		<u>(27,488,440)</u>	<u>44,655,923</u>
Cash and cash equivalents at the beginning of the period		80,208,957	35,553,035
Cash and cash equivalents at the end of the period	2	52,720,517	80,208,957

IMS
Statement of Changes in Net Assets
for the year ended 31 December 2024
(in EUR)

Balance at 31 December 2022	-
Surplus/(Deficit) for the period	-
Change in net assets/equity for the year ended 2023	-
Balance at 31 December 2023	-
Surplus/(Deficit) for the period	-
Change in net assets/equity for the year ended 2024	-
Balance at 31 December 2024	-

**IMS
Notes
for the year ended 31 December 2024**

1 Significant accounting policies

1.1 Basis of preparation

These financial statements have been prepared in accordance with the NATO Accounting Framework which is based on International Public Sector Accounting Standards (IPSAS) as adapted by the North Atlantic Council. They comply with the financial requirements of the NFRs and the associated FRPs as well as with IMS directives and policies.

The financial statements have been prepared on a going-concern basis.

In accordance with Article 2 of the NFRs, the financial year covered by these financial statements is 1 January 2024 to 31 December 2024.

The financial statements have been prepared on the historical cost basis except for financial instruments that are measured at fair value at the end of each reporting period. The accounting principles considered appropriate for the recognition, measurement and reporting of the financial position, performance and cash flows on an accrual basis using historical costs have been applied consistently throughout the reporting period. The significant accounting policies are set out below.

Figures in these financial statements are rounded to the nearest EUR and as a result, balancing totals may display minor discrepancies.

1.2 Accounting estimates and judgements

In accordance with IPSAS, the financial statements necessarily include amounts based on estimates and assumptions made by management and based on experience as well as on the most reliable information available. In exercising the judgements to make the estimates, a degree of caution was included in light of the principle of 'prudence' required by IPSAS.

The estimates and underlying assumptions are reviewed on an ongoing basis. These estimates and assumptions affect the amounts of assets, liabilities, revenue and expenses reported. By their nature, they are subject to measurement uncertainty. The effect of changes to such estimates and assumptions in future periods could be significant to the financial statements.

1.3 Changes in accounting policy and standards

The same accounting policies are applied within each period and from one period to the next, unless a change in accounting policy meets one of the criteria set in IPSAS 3. For the 2024 financial statements, the accounting policies have been applied consistently throughout the reporting period.

1.4 Changes in pronouncements

The IMS has not applied the following IPSAS that has been issued but is not yet effective. The IMS will continue to assess the impact of this new standard to be prepared for the implementation, if required.

IPSAS	Name	Issue date	Effective date for periods beginning on or after
IPSAS 43	Leases	January 2022	01 January 2026*

* PO(2024)0270 Effective implementation dates of new International Public Accounting Standards in NATO

For the following IPSAS that have been issued but are not yet effective, currently, it is not expected that the adoption of or updates to these standards will have a material impact on the financial statements of the IMS in future periods.

IPSAS	Name	Issue date	Effective date for periods beginning on or after
IPSAS 44	Non-current Assets Held for Sale and Discontinued Operations	May 2022	01 January 2026*
IPSAS 45	Property, Plant & Equipment	May 2023	01 January 2026*
IPSAS 46	Measurement	May 2023	01 January 2026*
IPSAS 47	Revenue	May 2023	01 January 2026
IPSAS 48	Transfer Expenses	May 2023	01 January 2026
IPSAS 49	Retirement Benefit Plans	November 2023	01 January 2026
IPSAS 50	Exploration and Evaluation of Mineral Resources	November 2024	01 January 2027

* PO(2024)0270 Effective implementation dates of new International Public Accounting Standards in NATO

1.5 Foreign currency transactions

These financial statements are prepared in euro (EUR), which is the functional and reporting currency of the IMS. Foreign currency transactions are accounted for at the NATO exchange rates prevailing on the transaction date. Monetary assets and liabilities which were denominated in foreign currencies at year-end are assessed for materiality and if material are translated into EUR using the applicable NATO exchange rates as at 31 December 2024. Realized and unrealized gains and losses resulting from the settlement of such transactions and from the revaluation at the reporting dates of monetary assets and liabilities denominated in foreign currencies are recognized in the Statement of Financial Performance. An assessment was made of all assets and liabilities in foreign currencies as at 31 December 2024. The amount of unrealized gains is deemed immaterial.

1.6 Consolidation

Consolidated financial statements include the financial results of the controlling entity and its controlled entities.

While Morale and Welfare activities are under the control of the head of the NATO body, in accordance with the NATO Accounting Framework departure from IPSAS 6, they have not been consolidated into these financial statements. A separate activity report is submitted to the Budget Committee as required by the NFRs, and summary information is presented in Note 15.

1.7 Services in-kind

The IMS received services in-kind in the form of mainly military personnel provided by NATO and partner nations. Such personnel are assigned to military posts on the Peacetime Establishments (PE) or to additional posts above the PE ceiling of the IMS (see Note 10). In these financial statements, services in-kind are not recognized.

1.8 Financial instruments

The IMS uses only non-derivative financial instruments as part of its normal operations. These financial instruments include: cash, bank accounts, deposit accounts, accounts receivable, provisions and cash transfers between NATO entities.

All financial instruments are recognized in the Statement of Financial Position at their fair value.

Credit Risk: In the normal course of business, the IMS incurs credit risk from trade receivables and transactions with banking institutions. The IMS manages its exposure to credit risk by:

- Holding current account bank balances and short-term deposits with registered banking institutions with a high credit rating;
- Maintaining credit control procedures over receivables.

The maximum exposure as at 31 December 2024 is equal to the total amount of bank balances, short-term deposits, and receivables disclosed in the statement of financial position. Receivables considered uncollectible are adequately provided for. There is a very limited credit risk associated with the realization of these instruments.

Currency risk: The IMS' exposure to foreign currency exchange risk is very limited, as nearly all transactions are in EUR.

Liquidity risk: The liquidity risk is based on the assessment of whether the organization will encounter difficulties in meeting its obligations associated with financial liabilities. There is a very limited exposure to liquidity risk because the budget funding mechanism guarantees contributions in relation to approved budgets. The accuracy of forecasting cash requirements as well as the delay in payment represent the main liquidity risk.

Interest rate risk: The IMS is restricted from entering into borrowings and investments, and therefore there is no interest rate risk identified.

1.9 Leases

Leases are classified as finance leases whenever the terms of the lease transfers substantially all the risks and rewards of ownership to the lessee. All other leases are classified as operating leases.

The IMS only enters into operating leases. They are recognized as an expense in the statement of financial performance on a straight-line basis over the lease term.

1.10 Cash and cash equivalents

Cash and cash equivalents are defined as short-term assets. They include current bank accounts, deposits held with banks and other short-term highly liquid investments.

1.11 Receivables

Receivables are stated at net realizable value, after provision for doubtful and uncollectible debts.

Contributions receivable are recognized when a call for contribution has been issued to the member nations. No allowance for loss is recorded with respect to Allies' assessed contributions receivable except for exceptional and agreed technical reasons.

1.12 Prepayments

Prepayments and deposits are payments to suppliers, employees and other NATO entities in advance of the period to which they pertain.

1.13 Property, plant and equipment

Property, plant and equipment with finite useful lives that are acquired separately are carried at initial cost less accumulated depreciation and any recognized impairment losses. Depreciation is recognized on a straight-line basis over their estimated useful lives. Full depreciation is charged in the month of acquisition and nil in the month of disposal. The estimated useful lives, residual values and depreciation method are reviewed at the end of each reporting period with the effect of any changes in estimate accounted for on a prospective basis. Property, plant and equipment is derecognized upon disposal or when no future economic benefit is expected. The cost and any related accumulated depreciation are removed from the accounting records. The IMS follows the capitalisation thresholds as outlined in the NATO Accounting Framework (NAF). The estimated useful life of vehicles is 5 years.

1.14 Intangible assets

Intangible assets with finite useful lives that are acquired separately are carried at initial cost less accumulated amortization and any recognized impairment losses. Amortization is recognized on a straight-line basis over their estimated useful lives. Full amortization is charged in the month of acquisition and nil in the month of disposal. The estimated useful lives, residual values and amortization method are reviewed at the end of each reporting period with the effect of any changes in estimate accounted for on a prospective basis. Intangible assets are derecognized when no future economic benefit is expected. The cost and any related accumulated amortization are removed from the accounting records.

The IMS follows the capitalisation thresholds as outlined in the NAF. The estimated useful life of software is 4 years.

In 2024, as an agent, IMS through the OCIO Programme of Work (PoW), commenced a procurement of an Enterprise Asset, Configuration, Patching and Vulnerability Management solution for the NATO enterprise. Once the procurement is complete, NCIA will act as a service provider. Consequently, in accordance with provisions for CIS assets set out in the NAF, an asset under development is not recognized in these financial statements.

1.15 Impairment of tangible and intangible assets

The carrying values of non-current assets are reviewed for impairment when events or changes in circumstances indicate that they may be not recoverable. If any such indication exists, the recoverable amount of the asset is estimated in order to determine the extent of the impairment loss (if any). Any provision for impairment is charged against the Statement of Financial Performance in the year concerned.

1.16 Payables

Payables (including amounts due to other NATO entities) are initially recognized at their fair value and subsequently measured at amortized cost. This includes estimates of accrued obligations for goods and services received but not yet invoiced.

1.17 Deferred revenue and advances

Deferred revenue represents contributions from Allies that have been called for current or prior years budgets but that have not yet been recognized as revenue. Advances are contributions called or received related to future budgets.

1.18 Employee benefits – Post-employment benefits

IMS civilian employees either participate in the Defined Contribution Pension Scheme (DCPS) or the Coordinated Pension Scheme (NATO Defined Benefit Plan).

The assets and liabilities for all NATO post-employment benefit schemes are accounted for centrally at NATO Headquarters by the International Staff and therefore are not recognized in these financial statements.

Defined Contribution plan: The assets of the plan are held separately from those of IMS in funds under the control of independent trustees or an Administrator. The IMS is required to contribute a specified percentage of payroll costs to the DCPS to fund the benefits. Payments to the DCPS are recognized as an expense when employees have rendered service entitling them to the contributions. The only obligation of IMS with respect to the DCPS is to make the specified contributions.

Defined Benefit plan: Employees who joined NATO before 1 July 2005 are members of the NATO Coordinated Pension Scheme which is a funded defined benefit plan. Under the plan and upon completion of 10 years employment with NATO, the employees are entitled to retirement benefits of 2% per year of service of final basic salary on attainment of a retirement age of 60. Staff members whose length of service is not sufficient to entitle them to a retirement pension are eligible for a leaving allowance.

Continued Medical Coverage: Some qualifying retirees may also benefit from Continued Medical Coverage.

1.19 Revenue recognition

Revenue comprises contributions from member nations and other customers to fund the entity's budgets. It is recognized as revenue in the Statement of Financial Performance in the year for which the contributions are used for their intended purpose as envisioned by the budgets. The balance of unspent contributions and other revenues that relate to future periods are deferred accordingly. Revenue is recognized to the extent that it is probable that the economic benefits will flow to the entity and the revenue can be measured reliably.

Where a transfer is subject to conditions that, if unfulfilled, require the return of the transferred resources, the entity recognizes a liability until the condition is fulfilled.

Interest income is accrued on a time-basis, by reference to the principal outstanding and at the effective interest rate applicable. Bank interest earned and accrued as of 31 December 2024; and realized exchange rate gains are recognized as financial revenue.

The comparative figures for 2023 were restated in order to align the presentation of the financial revenue in the Statement of Financial Performance.

1.20 Financial costs

Bank charges and exchange rate losses due to transactions in foreign currency are recognized as finance costs in the Statement of Financial Position.

The comparative figures for 2023 were restated in order to align the presentation of the financial costs in the Statement of Financial Performance.

2 Cash and cash equivalents

(in EUR)	2024	2023
Current bank accounts	51,718,876	49,212,875
Cash equivalents	1,001,641	30,996,082
Total Cash and Cash Equivalents	52,720,517	80,208,957

Cash holdings are largely determined by the timing of receipts from the nations, which arrive in two instalments, generally in April and December. Cash is held in interest bearing EUR bank accounts and is available immediately.

During the year, cash transfers totalling 3,000,000 EUR (2023: 3,200,000 EUR) were provided to another entity in the IMS Budget Group in order to cover temporary shortfalls of funds related to the timing of the receipt of the calls for contributions. As at 31 December 2024, 2,000,000 EUR remained outstanding (see Note 3).

3 Receivables

(in EUR)	2024	2023
Receivables from Non-Consolidated NATO Entities	2,000,000	-
Accrued revenue	883,949	151,271
Receivables from third parties	18,037	15,263
Receivables from Staff Members	-	5,171
Total Receivables	2,901,986	171,705

The average credit period on receivables is 30 days.

The 2,000,000 EUR receivable from non-consolidated NATO Entities is an outstanding cash transfer (see Note 2) which was subsequently collected in mid-January 2025. Accrued revenue consists mainly of outstanding credit memos to be received from a non-consolidated NATO entity. The receivables from third parties mainly comprise reimbursements related to travel. All receivables are current as at 31 December 2024.

4 Prepayments

(in EUR)	2024	2023
Prepaid expenses	12,687,421	409,706
Advances and prepayments to suppliers	27,850	663,000
Total Prepayments	12,715,271	1,072,706

The prepaid expenses are mainly related to the OCIO Urgent and Critical Requirements (UCRs) and the 2025 portion of the education allowance entitlements for the school year 2024-2025. The advances mostly relate to a prepayment to a supplier for an event to be held in January 2025.

5 Property, plant and equipment

(in EUR)	Vehicles	
	2024	2023
Cost opening balance	316,216	367,486
Additions	-	52,662
Disposals	-	(103,932)
Cost closing balance	316,216	316,216
Accumulated depreciation opening balance	204,218	278,325
Current year depreciation	39,480	29,825
Retired depreciation	-	(103,932)
Accumulated depreciation closing balance	243,698	204,218
Net Carrying Amount	72,518	111,998

The depreciation charge for the year is 39,480 EUR (2023: 29,825 EUR).

In 2024, the IMS did not purchase or dispose of any vehicles.

In 2024, the IMS did not write-off or transfer any assets, nor did it donate any property/assets.

6 Intangible assets

(in EUR)	Software	
	2024	2023
Cost opening balance	287,163	409,043
Additions	-	-
Disposals	(48,413)	(121,880)
Cost closing balance	238,750	287,163
Accumulated amortization opening balance	287,163	397,949
Current year amortization	-	11,094
Retired Amortization	(48,413)	(121,880)
Accumulated amortization closing balance	238,750	287,163
Net Carrying Amount	-	-

The amortization charge for the year is nil as the assets are fully depreciated as at the end of 2023 (2023: 11,094 EUR). In 2024 the IMS disposed of software as shown in the table above.

7 Payables

(in EUR)	2024	2023
Payables to nations	9,764,714	20,076,078
Accruals	9,023,302	4,520,993
Payables to suppliers	5,844,695	10,761,325
Other payables	89,494	45,821
Total Payables	24,722,205	35,404,217

The payables to nations are surplus funds to be returned to the nations. They mainly include lapsed appropriations along with income from operational and financial results.

Accruals are mainly related to goods and services received on the OCIO and NDS PoWs and the OCIO UCRs.

Other payables are short-term liabilities to third parties directly related to the activities and operations of the IMS, primarily the OCIO and NDS.

8 Deferred revenue

(in EUR)	2024	2023
Advanced contributions for next year	26,000,000	23,500,000
Deferred revenue - carry forwards	17,615,569	22,549,151
Total current deferred revenue	43,615,569	46,049,151
Investment in PPE assets	72,519	111,998
Total non-current deferred revenue	72,519	111,998
Total deferred revenue	43,688,088	46,161,149

Current deferred revenue consists mostly of advanced contributions for the next financial year and budget appropriations carried forward for which corresponding expenses will be incurred after the reporting date.

The deferred revenue for carry forwards relates primarily to the OCIO and the NDS PoWs.

Non-current deferred revenue represents the net carrying amount of property, plant and equipment as at 31 December 2024. The revenue will be recognized in the year when the depreciation expense will be recognized.

9 Revenue

	2024	2023 restated
Revenue from contributions for expenses	74,039,568	52,830,701
Revenue released from deferred revenue	39,480	40,920
Result of the year to be returned to the nations	(425,490)	(844,764)
Revenue per Statement of Financial Performance	73,653,558	52,026,857

Revenue from contributions is revenue received from the member nations to cover the operational expenses of the IMS.

Revenue released from deferred revenue represents revenue released in respect of property, plant and equipment depreciation.

The result of the year to be returned to nations is the difference of non-budgetary revenue and expenses. The amount is part of the balance of payables to nations (note 7) at year end.

Financial revenue includes interest from the bank and term deposits. In 2024, term deposit interest in the amount of 185,008 EUR (2023: 824,142 EUR) was earned.

Other revenue is mainly miscellaneous revenue related to prior years.

10 Personnel expenses

The breakdown of salaries and other personnel related expenses is as follows:

(in EUR)	2024	2023 restated
Employment of personnel	13,029,882	12,312,976
Post-employment benefits	598,768	598,859
Training	89,257	76,205
Recruitment and separation	46,135	57,717
Miscellaneous	-	1,758
Total expenses	13,764,042	13,047,515

The comparative figures for 2023 were restated in order to align the presentation of the personnel expenses in the Statement of Financial Performance.

Employees are compensated for the service they provide in accordance with rules and amounts established by NATO. The compensation consists of basic salary, various allowances, health insurance, pension plan and other benefits as agreed with each host nation and the protocols of NATO.

Untaken leave: The balance of untaken leave at the end of 2024 was 584 days (2023: 710 days). The associated cost of 191,293 EUR (2023: 166,994 EUR) is recognized as an accrual.

Peacetime Establishment (PE)

	Approved PE - IMS	Filled Positions - IMS	Approved PE - NSO	Filled Positions - NSO	Approved PE - IMS and NSO	Filled Positions - IMS and NSO
Civilians (MBC)*	89	71	16	14	105	85
Military	318	276	26	21	344	297
Voluntary National Contribution (VNC)	72	36	-	-	72	36
IS-CIV VNC	25	25	-	-	25	25
National Workforce Overage (NWO)	40	40	-	-	40	40
Host Nation	0	0	-	-	0	0
PSP	11	4	2	1	13	5
Local Wage Rate (LWR)	1	-	-	-	1	0
Project Linked NIC (PLN) ***	14	-				
Civilians (CBC)	16	14	-	-	16	14
Twinned posts (TP)**	6	3	2	2	8	5
Total Ceiling posts	406	347	42	35	448	382
Total Posts	592	469	46	38	638	507
* 1 additional post as result of the application of SMAP-18 (Manpower Guidelines for the Temporary Filling of Established Military NU Posts with NICs. SMAP 18 provides a procedure by which commanders can seek to fill military NU mission essential posts with NICs on a temporary basis - MC-0216-4(AAP-16(D)) approved with IMS PE Change 4 2019						
** A twinned post is a post on a Peacetime Establishment (PE) which combines two or more separate posts on one or more PEs where the respective workload does not justify the presence of an incumbent for each post. When two or more International posts are linked as "twinned posts", only one is counted in the International Manpower Ceiling. (MC-0216-4(AAP-16(D)))						
*** A HoNB Approved posts, considered and classified by the NDWAA and recruited for a 3-years Definite Duration contract in accordance with MCM-0061-2023 ADD 1						

11 Contractual supplies and services

Contractual supplies and services are expenses required for administrative support to the Military Committee and PoW expenses. General support expenses mainly include costs for the OCIO PoW and UCRs and HQ support SLAs with IS. Mission support is mainly related to costs for CIS and the NDS PoW. The expenses are further categorised as follows:

		2023
(in EUR)	2024	restated
General support	37,725,051	22,006,186
Mission support	20,536,047	15,955,310
Grants and subsidies	1,125,587	1,055,537
Travel transportation	885,991	758,934
Miscellaneous costs	2,850	7,220
Total expenses	60,275,526	39,783,186

The IMS has one contract for the lease of which was entered into in 2022 for a term of 3-years and is cancellable. In 2024, vehicle lease costs were 95,880 EUR. The remaining obligation in 2025 is 55,930 EUR.

The comparative figures for 2023 were restated in order to align the presentation of the contractual supplies and services expenses in the Statement of Financial Performance.

12 Related parties

The key management personnel includes: the DGIMS, Directors, and the Financial Controller. They are all rotated, typically every three years, and with the exception of the Financial Controller, have only management oversight of routine operating and maintenance activities. The detailed work related to these tasks tends to be undertaken by staff officers. The IMS Financial Controller is also the Financial Controller of the Science and Technology Organization (STO) and the NATO Defense College (NDC), forming together the IMS Budget Group. The IMS, STO and NDC are therefore related parties under a common Financial Controller.

The other key management personnel of the entity have no known significant related party relationships that could affect the operation of this reporting entity. Key management are remunerated in accordance with the applicable national or NATO pay scales. They do not receive from NATO any additional remuneration for Board responsibilities or access to preferential benefits such as the entitlement to receive loans over and above those available to all NATO personnel under normal rules.

During the year, the IMS entered into transactions with NATO entities outside the IMS Budget Group. The fees charged for these transactions were an appropriate allocation of the costs incurred.

13 Representation allowance

Representation allowance is available to certain designated NATO high-level officials whose position entails responsibility for maintaining relationships of value to NATO. In 2024, three senior eligible IMS officials received representation allowances.

The total entitlement was 52,000 EUR (2023: 39,000 EUR) and the actual expenses were 33,185 EUR (2023: 30,637 EUR).

14 Contingent Liabilities

As at 31 December 2024 the IMS does not have any contingent liabilities.

15 Morale and Welfare Activities

The IMS carried out Morale and Welfare Activities (MWA) in 2024 for which a detailed annual special purpose report is presented to the Budget Committee. Morale and Welfare Activity is an activity of a NATO body that enhances the quality of life, promotes cohesion and integrity, and/or contributes to the physical and mental wellbeing of eligible individuals. At the IMS, the MWA mainly relate to the sale of petrol products and the language training centre.

The position of MWA at year-end is:

(in EUR)	2024	2023
Cash and cash equivalents	80,425	81,206
Total liabilities including provisions and contingent liabilities	38,289	47,154

As of year-end, no full-time equivalent staff (2023: none) directly support the MWA.

In both years, four staff support the MWA as a minor part of their duties. The total extent of their MWA responsibilities amounts to less than one part-time equivalent.

16 Events after reporting date

There have been no material events between the reporting date and the date the financial statements are authorized for issue that would affect the amounts recognized in these financial statements.

NATO UNCLASSIFIED

ANNEX A
IMS
Budget Execution Statement
for the year ended 31 December 2024
(in EUR)

	Initial Budget	BA2	Transfers	BA3	Transfers	Final Budget	Expenses	Special Carry Forward	Carry Forward	Lapsed
BUDGET 301 (IMS) 2024										
Chapter 1	13,984,320	13,984,320	(645,000)	13,339,320	-	13,339,320	11,589,471	-		1,749,849
Chapter 2	68,013,346	68,013,346	(4,155,000)	63,858,346	-	63,858,346	40,306,084	274,800	17,090,429	6,187,033
Chapter 3	60,000	60,000	-	60,000	-	60,000	-	-		60,000
TOTAL	82,057,666	82,057,666	(4,800,000)	77,257,666	-	77,257,666	51,895,555	274,800	17,090,429	7,996,882
BUDGET 302 (NSO) 2024										
Chapter 1	2,390,301	2,390,301	-	2,390,301	-	2,390,301	2,173,081	-	-	217,220
Chapter 2	2,297,243	2,297,243	-	2,297,243	-	2,297,243	2,121,125	-	-	176,118
TOTAL	4,687,544	4,687,544	-	4,687,544	-	4,687,544	4,294,205	-	-	393,339
BUDGET 501 (OTRCH) 2024										
Chapter 1	33,000	33,000	-	33,000	-	33,000	1,491	-	-	31,509
Chapter 2	1,667,000	1,667,000	-	1,667,000	-	1,667,000	1,346,132	-	-	320,868
TOTAL	1,700,000	1,700,000	-	1,700,000	-	1,700,000	1,347,623	-	-	352,377
TOTAL FY2024	88,445,210	88,445,210	(4,800,000)	83,645,210	-	83,645,210	57,537,383	274,800	17,090,429	8,742,598
BUDGET 301 (IMS) 2023										
Chapter 2	22,549,151	22,549,151	-	22,549,151	(5,200,000)	17,349,151	16,502,185	-	250,340	596,626
TOTAL	22,549,151	22,549,151	-	22,549,151	(5,200,000)	17,349,151	16,502,185	-	250,340	596,626
BUDGET 302 (NSO) 2023										
Chapter 2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL FY2023	22,549,151	22,549,151	-	22,549,151	(5,200,000)	17,349,151	16,502,185	-	250,340	596,626
TOTAL ALL BUDGETS	110,994,361	110,994,361	(4,800,000)	106,194,361	(5,200,000)	100,994,361	74,039,569	274,800	17,340,769	9,339,223

NATO UNCLASSIFIED

The budget covers the financial year from 1 January 2024 to 31 December 2024 and includes the following budgets: 301 (IMS), 302 (NSO) and 501 (Outreach). The initial budget and subsequent revisions are reviewed, approved and issued by the Budget Committee (BC).

In accordance with the NFRs, all changes between the initial and the final budget due to transfers of appropriations were either authorized by the BC, or were within the authority of the IMS Financial Controller. These changes are presented in the Budget Execution Statement. The lapses are mainly due to delays in the execution of the OCIO and NDS PoWs and OCIO UCRs, and delays in recruitment.

In 2024 the IMS transferred 10 million EUR (of which 5.2 million EUR was from 2023 special carry forward appropriations) to ACO for Obsolescence Management, as approved by the BC.

The credits carried forward (total 17,615,569 EUR) are presented in the Budget Execution Statement as required by the NFRs and the FRPs. They represent the unexpended balances at year-end for which there is a legal liability or a BC decision and are equal to the deferred revenue – carry forwards (see Note 8).

The budget and the financial statements are not prepared on the same basis. In the financial statements, only current year depreciation/amortization is recognized as an expense, while in the budget all non-current assets are fully expensed during the year. The following table summarizes the differences:

(in EUR)	<u>2024</u>
Total expenses, Statement of Financial Performance	74,090,380
Depreciation (see note 5)	(39,480)
Finance costs	(11,331)
Total expenses, Budget Execution Statement	<u>74,039,569</u>